

**CONTRATS D'AVENIR
(C.A)**

**CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT
DANS L'EMPLOI (C.A.E.)**

**REMUNERATION
DU SALARIE**


SMIC horaire appliqué au temps de travail (**Au 1^{er} juillet 2008 : 8,71 euros brut**)
(sauf dispositions conventionnelles plus favorables)

**AIDE
A L'EMPLOYEUR**

- ☒ **Aide forfaitaire** égale au montant du RMI garanti à une personne isolée soit : **400,08 € par mois au 01/01/2009**
- ☒ **Complétée par l'Aide dégressive de l'Etat**, correspondant à :
 - ☐ 75 % la 1^{ère} année
 - ☐ 50 % la 2^{ème} année et années suivantes

du solde de la **rémunération brute chargée** restant à la charge de l'employeur après déduction de l'aide forfaitaire.

SPECIFICITES

 **Pour les chantiers insertion : aide non dégressive de l'Etat à hauteur de 90%.**

Pour les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) depuis au moins de 2 ans **et** âgés de plus de 50 ans : **100% pendant la durée du contrat.**



PRIME A L'EMBAUCHE

Aide forfaitaire à l'employeur de **1500 euros** en cas de transformation du contrat d'avenir en contrat à durée indéterminée dans sa structure (Arrêté du 28/02/08). Aide versée par le CNASEA.


- ☒ **Aide mensuelle de l'Etat** définie par le Préfet de Région (arrêté du **23 octobre 2008**) en % du SMIC par heure travaillée dans la limite de 24 heures :

POLE EMPLOI détermine le taux :

- ❖ **25 %**
- ☒ Demandeurs emploi inscrits depuis 12 mois et plus.
- ☒ Titulaires d'une carte de réfugié statutaire
- ☒ bénéficiaires de minima sociaux.
- ❖ **65 %**
- demandeurs emploi inscrits :**
- ☒ jeunes 16-25 ans inscrits depuis au moins 6 mois **ou** n'ayant pas un niveau supérieur ou égal au niveau 5.
- ☒ Demandeurs emploi inscrits depuis 18 mois et plus.
- ☒ D.E travailleurs handicapés

Autres publics

- ☒ Personnes ayant fait l'objet d'une peine privative de liberté
- ☒ Bénéficiaires de minima sociaux assurant une fonction d'accompagnement de vie scolaire de jeunes handicapés.
- ❖ **90 %**
- ☒ jeunes 16-25 ans remplissant au moins une des conditions suivantes :
 - domicilié en ZUS ou CUCS ou ZRR.
 - CIVIS renforcé (voir avec Mission locale)
 - DELD 1 an en service civil volontaire
 - D.E en service volontaire et intégrés dans un projet collectif d'intérêt général
- ☒ D.E âgés de **45 ans** et plus
- ❖ **105 %**
- bénéficiaires d'une convention CAE placé sous main de justice en aménagement de peine.


 **Pour les chantiers insertion :**
 ☐ **90 % pour les bénéficiaires de CAE**
 ☐ **105 % pour les 16-25 ans**




**ACI
Ateliers
Chantiers
d'insertion**

**EXONERATION
DE COTISATIONS**

Exonération des cotisations et contributions patronales de sécurité sociale dans la limite du SMIC, de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage, de la taxe due au titre de l'effort de construction. Exonération jusqu'à 35 heures pour le CAE.

- ☒ **Depuis le 1^{er} janvier 2008**, suppression des exonérations accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP).
- ☒  **Depuis le 1^{er} janvier 2009**, **taux unique AT/MP de 1,5% pour les ACI uniquement**

**COUT POUR
L'EMPLOYEUR
si rémunération
au SMIC**

pour 26 heures hebdo			pour 26 heures hebdo	
285 euros 1 ^{ère} année	prise en charge 75 %	environ	300 euros (prise en charge à 90 %)	
415 euros 2 ^{ème} année	prise en charge 50 %			
 100 euros pour ACI				
			prise en charge 90%	

**ASSURANCE
CHOMAGE**

- POUR LES EMPLOYEURS PRIVES (association etc...) :**
 - ☐ Régime UNEDIC de droit commun :
- POUR LES EMPLOYEURS PUBLICS :**
 - ☐ Auto-assurance. Suppression depuis le 1^{er} janvier 08 de l'adhésion au Régime d'Assurance Chômage pour l'ensemble des agents non titulaires de l'Etat.

A SAVOIR...

au 1^{er} janvier 2010, les CAE et CAV présentés ci-dessus seront fusionnés dans un « nouveau contrat unique d'insertion » créé par la Loi RSA.